

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

C&M Finances est très attentif à la protection de la vie privée et des données personnelles. Nous y accordons une attention particulière dans l'ensemble de nos processus opérationnels. La Politique de protection des données décrit la démarche que nous employons en matière de traitement des données personnelles des représentants légaux, des mandataires et des personnes à contacter chez nos clients, prospects et partenaires commerciaux.

I. Contexte

Le Règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) est entré en vigueur le 25 mai 2018.

La réforme de la protection des données poursuit trois objectifs :

- Renforcer les droits des personnes, notamment par la création d'un droit à la portabilité des données personnelles et de dispositions propres aux personnes mineures.
- Responsabiliser les acteurs traitant des données (responsables de traitement et sous-traitants).
- Crédibiliser la régulation grâce à une coopération renforcée entre les autorités de protection des données, qui pourront notamment adopter des décisions communes lorsque les traitements de données seront transnationaux et des sanctions renforcées.

Conformément à la réglementation en vigueur, et en particulier au règlement général sur la protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016, les informations que vous communiquez à C&M Finances ou que nous collectons sont décrites dans le présent document.

II. Finalités des traitements

Les données que nous collectons dans le cadre de nos services d'investissement et de gestion d'OPC sont utilisées par C&M Finances pour tout ou partie des finalités suivantes :

- Le suivi du passif de nos OPC.
- La gestion administrative et/ou comptable des avoirs placés dans les OPC gérés par notre société.
- L'exercice des recours et la gestion des réclamations.
- Les prestations de services d'investissement rendues à votre profit.
- L'exécution des dispositions légales, réglementaires et administratives en vigueur.

Nous sommes également amenés à collecter vos données dans le cadre des opérations relatives à la gestion de nos clients et à la prospection commerciale, en particulier :

- Les opérations relatives à la gestion des clients (suivi de la relation client).
- L'élaboration de statistiques commerciales.
- L'information de nos clients et prospects sur nos produits et services.
- La gestion des demandes de droit d'accès, de rectification et d'opposition.

Afin de respecter nos obligations légales et réglementaires, nous collectons également vos données afin de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que contre la fraude à l'assurance.

III. Fondements juridiques

3.1. Exécution de contrats ou d'engagement juridiques

Il peut nous être nécessaire de traiter vos données personnelles afin d'exécuter un contrat avec vous concernant notre activité de société de gestion de portefeuille ou des services annexes accessoires ou qui sont nécessaires ou le prolongement de notre activité réglementée, ou de prendre des mesures à votre demande avant de conclure un contrat et plus généralement lorsque l'utilisation de vos données est nécessaire pour respecter nos obligations dans le cadre d'un contrat conclu avec votre entreprise ou d'un service d'investissement rendu à votre profit, dans le cadre de la souscription à l'un des OPC géré par notre société de gestion.

3.2. Respect de nos obligations légales et réglementaires

En tant que société de gestion de portefeuilles, nous sommes soumis à un certain nombre d'obligations légales et réglementaires qui peuvent nous obliger à collecter, stocker ou divulguer des données personnelles, non limitativement aux fins suivantes :

- Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT).
- Connaissance du client (KYC).
- Obligations réglementaires ou fiscales : autorités fiscales ou régulateurs et autres autorités publiques (y compris en dehors du Territoire de la République Française).
- Plus généralement, respect de nos obligations en qualité de société de gestion de portefeuille.

3.3. L'utilisation de vos données peut être nécessaire pour servir nos intérêts légitimes

- Gestion des relations avec les clients et les fournisseurs.
- Analyse commerciale et développement de produits et services.
- Activités liées à la sécurité de l'information et à la sécurité des bâtiments, y compris l'utilisation de l'enregistrement en circuit fermé.
- Evaluer, apporter ou défendre des réclamations légales.
- Commercialisation et gestion des produits financiers de C&M Finances.
- Audits.

IV. Catégories de données que nous collectons

En fonction des finalités décrites ci-dessus, nous collectons les données suivantes, relatives à votre identification :

- L'état civil : il s'agit notamment de vos noms, prénoms et civilité.
- Les coordonnées : il s'agit notamment de vos adresses postales, numéros de téléphone (fixe et mobile), et adresses électroniques.
- La résidence fiscale : connaître la résidence fiscale est l'une des informations qui permet de déterminer quelles sont nos éventuelles obligations notamment fiscales à l'égard de l'Etat dont le bénéficiaire est un ressortissant mais également en termes de prélèvement sociaux.
- Les données relatives à votre situation économique et financière.

V. Destinataires

Nous pouvons être amenés à communiquer vos données aux différentes catégories de destinataires suivantes (non limitativement) :

- Les membres habilités de notre personnel et toute personne physique ou morale autorisée par C&M Finances à traiter les données à caractère personnel.
- S'il y a lieu les juridictions concernées, les arbitres, les médiateurs.
- Les ministères concernés, autorités de tutelle et de contrôle et tous organismes publics habilités à les recevoir.
- Les centralisateurs, transfert agent, commissaires aux comptes de nos OPC.
- Les services chargés du contrôle tels que les commissaires aux comptes et les auditeurs ainsi que les services chargés du contrôle interne.
- Les intermédiaires de marché chargés de l'exécution des ordres.

Ces destinataires peuvent être situés en dehors de la France.

VI. Transferts de données en dehors de l'Union Européenne

C&M Finances, ses clients et contreparties sont actifs dans le monde entier et peuvent donc, conformément aux objectifs décrits ci-dessus, être transférés vers des pays de l'UE ou vers des pays tiers, c'est-à-dire hors de l'UE ou de l'EEE.

Les lois des pays tiers concernant les données personnelles peuvent ne pas être aussi complètes que les lois applicables sur le territoire de la République Française et de l'UE. Toutefois, si C&M Finances utilise des prestataires de services dans un pays tiers, elle exige d'eux qu'ils appliquent le même niveau de protection à vos données que celui applicable au sein de l'UE. Typiquement, nous y parvenons en utilisant des clauses standard de protection des données approuvées et publiées par la Commission européenne à cet effet. Plus généralement, nous ne transférerons vos données personnelles vers un pays tiers que d'une manière autorisée par la loi française sur la protection des données.

VII. Durées de conservation de vos données

Nous conservons vos données pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux fins pour lesquelles elles sont traitées. Les durées de conservation que nous pratiquons sont synthétisées dans le tableau suivant :

- Prospection commerciale : 3 ans à compter de la collecte des données par le responsable de traitement ou du dernier contact émanant du prospect.
- Contrats : 10 ans après la date d'échéance ou de résiliation.
- Données réglementaires : 5 à 10 ans.
- KYC / AML : Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : 5 ans à compter de la cessation des relations avec la personne concernée.

VIII. Sécurité

C&M Finances met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles afin d'assurer la sécurité des traitements de données à caractère personnel et la confidentialité de données personnelles.

Ainsi, au regard de la nature des données et de leur traitement, C&M Finances prend toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des données, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès (protection physique des locaux, procédés d'authentification avec accès personnel et sécurisé via des identifiants et mots de passe confidentiels, journalisation des connexions, chiffrement de certaines données...).

IX. Vos droits

Conformément à la réglementation en vigueur, vous bénéficiez des droits suivants :

- L'accès à et/ou l'envoi d'une copie de certaines données que nous détenons sur vous.
- Mettre à jour des données obsolètes ou incorrectes.
- Supprimer certaines données que nous détenons sur vous.
- Limiter la façon dont nous traitons et divulguons certaines de vos données pour motif légitime.
- Transférer vos données vers un prestataire de services tiers.
- Retirer à tout moment votre consentement accordé pour un traitement fondé sur cette base juridique, étant précisé que l'exercice de ce droit ne porte pas atteinte à la licéité du traitement fondé sur le consentement accordé avant le retrait de celui-ci.

Nous étudierons toutes les demandes et vous communiquerons notre réponse dans les délais légaux. Veuillez noter, toutefois, que certaines données peuvent être exclues de ces demandes dans certaines circonstances, notamment si nous devons continuer à traiter vos données pour servir nos intérêts légitimes ou respecter une obligation légale. Nous pouvons vous demander de nous fournir un justificatif d'identité pour confirmer votre identité avant de répondre à votre demande.

Conformément aux dispositions de l'article L. 561-45 du code monétaire et financier, le droit d'accès aux traitements mis en œuvre aux seules fins de l'application des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme s'exerce auprès de la CNIL via une procédure de droit d'accès indirect en écrivant à l'adresse rappelée ci-dessous. Les traitements mis en œuvre afin d'identifier les personnes faisant l'objet d'une



mesure de gel des avoirs ou d'une sanction financière restent soumis à la procédure de droit d'accès direct auprès du responsable de traitement (mail : contact@cm-finances.com).

En tout état de cause, il vous est possible de saisir directement la CNIL à l'adresse suivante : 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.